



International

Différenciation au sein du mouvement communiste de Chélépine à Marchais

◆ L'éviction de Chélépine du politburo soviétique a donné lieu à bon nombre de spéculations. Limogé par Brejnev, qui est considéré comme le champion de l'ouverture vers l'Occident, Chélépine est présenté comme le porte-parole des « durs », des anti-occidentaux. Or, rien ne permet de l'affirmer. La carrière de cet « apparatchik » typique témoigne de sa souplesse et de sa capacité d'adaptation. Il était en perte de vitesse depuis son élimination du secrétariat du Parti en septembre 1967 et sa nomination au poste quasi-honorifique de président de l'union des syndicats soviétiques.



Ceci étant dit, il ne paraît pas douteux qu'à l'occasion de la maladie de Brejnev — dont on ignore la gravité — certains membres de la direction avaient envisagé et même préparé soit son remplacement, soit sa succession et que Chélépine avait joué un rôle actif dans cette opération. Démarche prématurée, semble-t-il, puisque Brejnev a pu reprendre en main la direction et mettre en route les préparatifs du 25^e congrès du Parti. Ce congrès, qui doit se réunir en février 1976, doit, conformément aux statuts, élire un nouveau comité central, chargé de désigner les membres du politburo et du secrétariat, c'est-à-dire la direction étroite, et seule réelle, du PCUS.

une libéralisation ?

Cette reprise en main ne peut être que de brève durée ; la plupart des membres actuels du politburo atteindront prochainement, en raison de l'âge, la limite biologique de leur action. Ne préjugeons cependant pas de l'orientation politique des candidats à la succession. Ils peuvent se déclarer « durs » pour rassurer les membres de l'appareil — leurs grands électeurs — ce qui ne les empêchera pas, si les circonstances l'imposent, de se montrer « souples » une fois le pouvoir conquis.

Il serait aventureux de croire que la chute de Chélépine annonce la libéralisation en URSS. Elle confirme, tout au plus, le maintien de la politique d'ouverture de Brejnev, la recherche d'un accord à la conférence européenne sur la sécurité et la coopération de Helsinki, ainsi qu'à Vienne et à Genève sur la réduction des armements. Il ne faut pas s'attendre, pour autant, à des concessions majeures du côté soviétique, ni en ce qui concerne la libre circulation des hommes et des idées, ni la diminution effective de leur présence militaire sur le glacis européen. Moscou compte sur les difficultés économiques des occidentaux pour obtenir le maximum d'avantages sans faire beaucoup de concessions.

L'URSS, qui a besoin de la technologie occidentale, tend à élargir ses échanges avec les grands pays industriels, quitte à augmenter en contrepartie ses exportations. Cette ouverture, pratiquée depuis plusieurs années et confirmée encore par la récente session plénière du comité central du PCUS, n'implique pas la libéralisation de la politique intérieure. En effet, nombreux et convergents sont les signes de durcissement aussi bien en URSS et dans les républiques populaires qu'à l'égard des partis communistes occidentaux, engagés dans une politique d'union de gauche et de l'insertion dans les institutions démocratiques ou de l'action commune pour leur rétablissement.

le compromis historique

Au congrès du Parti communiste hongrois, réuni en mars dernier à Budapest, les ministres de l'Industrie

et de l'Agriculture malgré la réussite de leur politique « libérale », ont été limogés et le rôle dirigeant du parti renforcé dans tous les domaines, notamment celui de la culture. Au congrès du Parti communiste italien, tenu à Rome également en mars dernier, un vif incident a opposé le secrétaire général de ce parti, Berlinguer, au chef de la délégation du PCUS, Kirilenko, au sujet, semble-t-il, du fameux « compromis historique » avec la démocratie chrétienne et du maintien de l'Italie dans le pacte atlantique.

A Berlin-Est, où a siégé du 8 au 10 avril la commission préparatoire de la conférence des partis communistes européens, le projet de résolution Est-allemand, tendant à renforcer leur unité idéologique et d'action, a été considéré comme inacceptable par les yougoslaves, roumains, italiens, espagnols et suédois, mais chaleureusement approuvé par les communistes français.

La tension a été telle à Berlin-Est que les Yougoslaves ont envisagé leur retrait de la conférence, bien qu'ils cherchent à développer leurs échanges avec l'URSS, où vient de séjourner le chef du gouvernement de Belgrade, et qu'ils durcissent leur attitude à l'égard des partisans de la démocratisation du régime intérieur. Les tentatives de compromis ayant échoué dans l'immédiat à Berlin-Est, il paraît probable que la conférence des partis communistes européens, prévue pour cet été, soit retardée. Ce différend éloigne d'autant la perspective d'une nouvelle conférence communiste mondiale — à l'instar de celle de juin 1968 — qui aurait pour objectif de confirmer la prépondérance du communisme soviétique sur l'arène internationale.

une certaine hésitation

Dans ce climat de résistance larvée, l'attitude des communistes portugais et français, durcie à l'égard des socialistes, pouvait paraître troublante. Elle le devient moins quand on observe le raidissement intérieur en Europe de l'Est et la répression renforcée de toutes les velléités de contestation. De l'expulsion de Soljénitsyne, des pressions de toutes sortes, qui ont fait plier Maramzine et protester Sakharov, à la menace d'expulsion de Dubcek, parce qu'il a osé dénoncer le régime policier en Tchécoslovaquie, la

reprise en main est manifeste. La coopération avec l'Occident ne se fera pas au prix de la libéralisation du régime intérieur.

Les péripéties, qui ont précédé la visite en URSS de la délégation du Parti socialiste français, ont exprimé, du côté soviétique, une certaine hésitation dans le choix tactique, que la direction du PCF a amplifiée outre mesure. Les choses semblent rentrer dans l'ordre. Brejnev a tenu à panser la blessure d'amour-propre de Mitterrand et Marchais a mis un peu d'eau dans son vinaigre et atténué ses attaques contre le Parti socialiste. Bien que la polémique prenne une tournure moins acerbe, rien n'annonce une reprise véritable de l'unité d'action entre le PC et le PS. Les meetings, organisés en commun, servent parfois à faire houspiller les orateurs socialistes par un auditoire en majorité communiste. Ce qui est plus grave, c'est que cette campagne d'agitation, engagée de commun accord, ne débouche sur aucune action concrète.

Détente, apaisement, accueil chaleureux de Mitterrand à Moscou, tout cela ne change en rien la volonté délibérée des Soviétiques de coopérer avec les gouvernements bourgeois en place à l'Occident, y compris celui de Giscard, quitte à faire exercer une pression accrue par les partis communistes contre toute velléité de consolider l'OTAN et de maintenir la présence des troupes américaines en Europe. Certaines précautions ayant été prises et la barre redressée, il serait illusoire de penser que les communistes français y ont joué un rôle quelconque et qu'ils aient pu faire des remontrances à leurs « camarades » soviétiques. Les dirigeants du PCF, qui ne comptent pas, dans un avenir prévisible, prendre le pouvoir en France, paraissent peu empressés, malgré leur référence constante au programme commun, de plus en plus périmé, de jouer le rôle de brillants seconds dans un gouvernement dominé par les socialistes et d'assumer les lourdes charges et responsabilités de la crise. D'où leur raidissement tactique qui, se greffant sur la division des forces ouvrières, contribue au maintien du statu quo politique en France.

Victor FAY ■